

Extrait du compte rendu de la 354e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Rome, 21-22 octobre 1968)

Légende: Lors de la 354e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel les 21 et 22 octobre 1968 à Rome, les délégations interviennent sur les relations Est-Ouest et notamment sur les conséquences pour l'Europe de l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie. Le secrétaire d'État français aux Affaires étrangères Jean de Lipkowski condamne fermement les agissements de Moscou et l'entrée, dans la nuit du 20 au 21 août 1968, des troupes des États membres du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Mais il rappelle que, dans l'intérêt de l'Europe et de la paix dans le monde, la seule politique possible continue à être celle de la détente. Le secrétaire d'État britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth Michael Stewart plaide pour une consolidation de la défense de l'Occident et annonce l'intention du Royaume-Uni d'améliorer qualitativement sa contribution à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Source: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 354e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel les 21 et 22 octobre à Rome. Consultation politique. CR (68) 19. Partie I. pp. [s.p.]; 49-53; 6 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1966, 01/03/1966-30/11/1970. File 132.15. Volume 2/7.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_354e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_rome_21_22_octobre_1968-fr-a88ba43c-96c6-42ab-a13f-b67a13f51932.html



Date de dernière mise à jour: 25/10/2016

SECRET

DOSSIER No.

CR (68)19 Ph. I.

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 354^{de} REUNION

DU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE ~~LE~~ Au NIVEAU MINISTERIEL

LES 21 et 22 OCTOBRE A ROME.

Président: M. G. Medici, Ministre des affaires étrangères

CONSULTATION POLITIQUE

Relations Est-Ouest

Examen de l'état de ces relations compte tenu de l'intervention soviétique en République socialiste de Tchécoslovaquie et conséquences de cette intervention pour l'Europe

M. JAHN déclare que l'évolution des relations entre l'Est et l'Ouest a été avant tout marquée par l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, qui a provoqué une crise tant dans les relations entre les pays est-européens que dans celles de Moscou et de ses quatre associés avec l'Occident. Cette crise dure encore. Dans les pays est-européens qui ont été obligés de participer à l'intervention en Tchécoslovaquie se manifeste un certain ressentiment mêlé de perplexité, auquel s'ajoute le sentiment que les récents événements ont accru la domination de Moscou, maintenant plus sensible que jamais. Particulièrement intéressante dans ce contexte est la question des relations avec la Roumanie, la Yougoslavie et l'Albanie. Il est à prévoir que l'U.R.S.S. va accentuer sa politique dans les pays des Balkans. Le danger de nouvelles crises dans cette région n'est donc pas diminué, ce qui doit être une cause de préoccupation pour l'Europe.

L'intervention soviétique a montré que l'U.R.S.S. dispose d'une énorme force d'action, mais elle a révélé aussi de sa part un étonnant manque d'assurance en matière de politique et d'idéologie. Les dirigeants soviétiques contestent avec intransigeance l'autonomie des pays est-européens et développent à partir de cette position une théorie suivant laquelle les intérêts de classe l'emportent sur les intérêts nationaux. En même temps, ils s'efforcent cependant de poursuivre le dialogue avec l'Occident là où cela peut servir leurs intérêts et, pour cela, de faire renaître un climat qu'ils ont conscience d'avoir altéré.

Les relations de la République fédérale d'Allemagne avec l'Est ont été fortement ébranlées. Le Gouvernement allemand ne peut que condamner sans équivoque l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'U.R.S.S. et ses alliés, et demander le retrait des forces d'intervention. Mais il n'abandonne pas pour autant ses efforts pour réduire la tension, car il ne voit pas d'autre politique possible. Cependant, il estime qu'il faut se garder de ne traiter qu'avec l'U.R.S.S., même si tel est le vœu de Moscou, mais au contraire se

SECRET

- 49 -

U.E.O. SECRET

CR (68) 19

PARTIE I

M. de LIPKOWSKI rappelle que la position française a été affirmée dès les premières heures de l'intervention armée en Tchécoslovaquie par un communiqué de la présidence de la République du 21 août et, depuis, a été précisée à diverses reprises soit par le Chef de l'Etat lui-même soit par le Ministre des affaires étrangères. La France condamne catégoriquement cette immixtion injustifiable, effectuée au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à décider librement de leur destin. Aucune des justifications invoquées par la Russie soviétique ne résiste à l'examen. En particulier, l'évolution de la Tchécoslovaquie a été engagée et poursuivie de manière autonome et il est parfaitement faux de prétendre qu'une quelconque puissance occidentale se soit ingérée dans les affaires intérieures de ce pays pour infléchir sa libre détermination. C'est donc une opération de nature purement hégémonique que l'U.R.S.S. a déclenchée dans la nuit du 20 au 21 août 1968. Le concept de solidarité socialiste, a été abusivement invoqué pour camoufler la volonté de Moscou de considérer l'Europe de l'Est comme une zone d'influence exclusive.

Il est bien évident qu'un coup sérieux a été ainsi porté par l'U.R.S.S. et par ses quatre associés à l'amélioration des rapports entre l'Est et l'Ouest qui était en train de se préciser. Une situation nouvelle a été créée brutalement par un retour à des pratiques que l'on croyait révolues. Elle est grave pour l'ensemble du monde et bien entendu particulièrement dramatique pour le continent européen. Aussi est-il normal que les gouvernements de l'U.E.O. accordent une place prédominante à cette affaire qui vient au premier rang des préoccupations actuelles de l'Ouest. Quelle doit être leur attitude ? Méconnaître la gravité de l'événement qui vient de se produire serait laisser croire à leur indifférence et encouragerait la répétition de pareilles actions de force. Comme il a déjà été dit, la Roumanie et même la Yougoslavie se sont senties menacées dans leur sécurité à la suite de l'intervention en Tchécoslovaquie. La France, pour sa part, a tenu à marquer clairement à ces deux pays son souci qu'ils puissent dans l'indépendance continuer à apporter leur contribution au développement de bonnes et fructueuses relations en Europe.

.../...

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (68) 19

PARTIE I

Mais, cette situation étant constatée, doit-on en conclure qu'il faille ressusciter les vieux démons de la guerre froide ? Une telle attitude ne servirait qu'à encourager partout les partisans des tentatives anachroniques et déraisonnables de retour en arrière. Il apparaît donc que, dans l'intérêt de l'Europe et de la paix dans le monde, la seule politique possible continue à être celle de la détente. Il a déjà été constaté au cours de la crise que cette politique correspondait profondément aux vœux de l'immense majorité des populations et des dirigeants; en effet, le refus de la population tchèque d'accepter l'asservissement est connu de tous; d'autre part, l'intervention armée a été condamnée par presque tous les pays qui n'y ont pas participé, y compris - et cela mérite d'être souligné - par plusieurs pays socialistes et communistes.

Bien entendu, la possibilité d'améliorer les rapports avec l'Est ne dépend pas seulement des Etats occidentaux. Aucun véritable progrès ne peut être réalisé sans que les gouvernements de l'Europe de l'Est manifestent un comportement en harmonie avec les objectifs de détente recherchés par l'Ouest. Il est naturellement indispensable au premier chef que l'U.R.S.S. qui s'était, lors de la dernière rencontre franco-soviétique, prononcée pour le principe de non-ingérence, le respecte effectivement et cesse d'intervenir dans les affaires de la Tchécoslovaquie. Le Gouvernement français lui a adressé un ardent appel dans ce sens. De la réponse qui lui sera donnée dépend, il ne faut pas se le dissimuler, l'avenir de la détente elle-même. La France, qui continue à considérer cette détente comme la meilleure et sans doute la seule chance de l'Europe, est résolue à poursuivre les efforts faits à cette fin, dans toute la mesure de ses moyens, sans se faire d'illusions sur les difficultés de l'entreprise, mais en espérant que son appel à la compréhension et la coopération sera entendu. C'est avec une vigilance constante que les nations et les hommes fidèles aux idées européennes de liberté et de solidarité vont devoir observer le cours des événements dans la partie orientale du continent européen, mais c'est également avec une sympathie accrue, encore plus attentive, plus patiente et plus généreuse qu'il faudra suivre l'effort tenace des peuples d'Europe orientale pour la liberté.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (68) 59

PARTIE I

M. STEWART déclare que, quels qu'aient été les motifs de l'action des Soviétiques en Europe orientale, sa nature est bien claire : c'est l'illustration concrète de la doctrine d'après laquelle l'Union soviétique est justifiée à envahir ses voisins si elle le croit nécessaire pour sa propre sécurité ou celle du Pacte de Varsovie. Ce serait là une doctrine suffisamment inquiétante si elle se limitait aux territoires des pays que les Russes revendiquent comme faisant partie de leur sphère d'influence; mais elle constitue aussi la négation des principes sur lesquels est fondée l'Organisation des Nations Unies. Les récentes remarques de M. Gromyko indiquent cependant que les Russes pourraient bien étendre ce concept; invité à définir ce qu'il appelait la Communauté socialiste, il a dit simplement qu'elle n'avait pas de limites géographiques. Adopter un principe d'action comme celui-là est pour une grande puissance quelque chose d'assez grave en soi. Cela est encore plus inquiétant lorsque le Gouvernement dont il s'agit suit une politique incertaine et s'engage dans une action dont il ne peut prévoir l'aboutissement. On verra certainement s'opposer longtemps en Tchécoslovaquie la brutalité soviétique et les subtils efforts des Tchèques pour contrecarrer l'occupant; il est impossible de dire si l'Union soviétique ira un jour jusqu'à imposer un véritable gouvernement militaire. Sans doute ne le sait-elle pas elle-même, ce qui ne fait qu'ajouter à la gravité de la situation.

Que peuvent faire les Occidentaux ? Dans une large mesure, M. Stewart s'accorde avec son collègue français à juger que la question intéresse en premier chef les Européens, puisque c'est l'Europe qui est immédiatement menacée. L'un de leurs principaux objectifs devrait être de consolider leur défense. Le représentant de l'Allemagne a dit que son pays entendait améliorer qualitativement sa contribution à l'O.T.A.N. Le Royaume-Uni se considère comme tenu de la même obligation. Il fut un temps dans l'histoire du monde où l'on pouvait faire fond sur une alliance reposant sur la simple promesse de venir en aide aux voisins en cas d'attaque, mais étant donné la complexité de la guerre moderne, une telle promesse, même faite et tenue en parfaite bonne foi, doit s'appuyer sur toute une planification mise au point entre alliés. Les récents événements ont ainsi souligné toute l'importance de l'Alliance occidentale.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (68) 19

PARTIE I

La division du monde en deux grands blocs a créé une situation qui n'est pas idéale, loin de là, mais ce n'est pas du fait de l'Europe qu'elle existe; dès après la guerre, on avait espéré que de bons rapports entre la Russie et l'Occident pourraient former la base d'un monde uni. L'histoire montrera que la politique de l'Union soviétique ne le permet pas. Bien que l'existence de deux grands blocs soit à déplorer, la situation serait bien plus grave encore si l'on avait, en face d'un puissant bloc à l'appareil militaire intégré, un groupe de nations désunies, mal préparées et mal organisées.

On dit parfois que si les Européens améliorent leur défense, les Etats-Unis se croiront peut-être justifiés à se dégager progressivement de l'Europe. M. Stewart pense que c'est là une erreur complète sur la pensée des Américains. Les Etats-Unis comprendront beaucoup plus sûrement la nécessité de maintenir des relations étroites avec l'Europe s'il leur apparaît que celle-ci est résolue à jouer son rôle. Inversement ils seront plus tentés de laisser l'Europe à elle-même s'ils la voient mal préparée à se défendre par ses propres moyens.

Toutefois, la réaction des Occidentaux ne doit pas s'exprimer seulement en termes de défense - cela serait trop négatif - elle doit se manifester aussi sur le plan des idées. En particulier, il lui faut continuer à réfuter la propagande soviétique à l'adresse de la République fédérale d'Allemagne, qui vient de prendre un cours nouveau. Aux yeux des Soviétiques, la véritable faute de l'Allemagne est de vouloir améliorer ses rapports avec ses voisins de l'Est. Il est alarmant de voir l'Union soviétique s'offenser de ce qu'un pays améliore ses relations avec les membres du Pacte de Varsovie. C'est là un point sur lequel l'Europe occidentale ne doit pas perdre la bataille de la propagande.

Tous les précédents orateurs se sont accordés à penser que la détente doit rester l'objectif majeur. Qu'est-ce à dire au juste ? Le mot a différentes connotations selon celui qui l'emploie et le contexte où il se trouve. Pour M. Stewart, il signifie que, si la sécurité exige que l'Occident maintienne ses défenses, un conflit armé entre l'Est et l'Ouest n'est pas inévitable, et qu'il est encore des choses que l'on peut faire pour réduire les risques de guerre dans le monde. C'est dans cet esprit

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (68) 19

PARTIE I

que les alliés devraient s'adresser à l'Union soviétique et à ses partenaires et, examinant ce qui peut être fait avec eux, diminuer la tension sans pour cela approuver leur action et sans modifier l'équilibre militaire en Europe et dans le monde. Et si le mot détente n'a pas ce sens, M. Stewart s'en excuse auprès de son collègue français qui s'est servi du même mot.

S'il importe d'élaborer une politique équilibrée, il faut aussi saisir toutes les occasions qui s'offrent de condamner de ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie. Le représentant des Pays-Bas s'est déclaré déçu des réactions du tiers monde, mais un certain temps s'écoulera sans doute avant que la leçon soit entendue. De nombreux pays tendent à se faire des illusions sur le compte de l'Union soviétique. Il y a bien des années, M. Stewart, en visite dans un pays qui venait d'acquiescer son indépendance, demanda à quelqu'un qui y habitait depuis longtemps quelle était la plus populaire des grandes puissances, "Les Russes, naturellement," lui répondit-on, et pourquoi ? Parce qu'on n'y avait encore jamais vu un Russe ! Cette vue optimiste des intentions soviétiques a été fortement ébranlée par les événements de l'été et c'est aux alliés qu'il revient de veiller à ce que ceux-ci ne soient pas oubliés. Pour le reste, les Gouvernements occidentaux, lorsqu'ils décident des contacts à rechercher avec l'Union soviétique ou ses alliés, doivent se demander s'il s'agit d'une action "décorative" ou si elle est susceptible d'être interprétée par les Russes comme un geste de bonne volonté, qui leur donne à croire que la Tchécoslovaquie est oubliée. En ce dernier cas, que l'on s'abstienne. En revanche, si l'on envisage par exemple des relations commerciales, une initiative qui serait avantageuse aux deux parties, ou si l'on décide de reprendre les pourparlers sur un désarmement équilibré, qui serait également avantageux à l'Est et à l'Ouest, alors de tels contacts ne peuvent que réduire les risques de conflit dans le monde sans porter préjudice aux intérêts alliés.

En conclusion, M. Stewart souligne qu'il n'a fait que choisir ici un petit nombre de considérations propres à guider la politique occidentale. En approfondissant le débat, on évaluera plus précisément la situation et le Ministre souligne une fois de plus l'importance qu'il y a à se consulter entre Européens sur la ligne de conduite à adopter à l'égard de l'Est après les événements de Tchécoslovaquie.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET